

Les organismes à but non lucratif jouent un rôle crucial au Canada sur le plan de l'innovation sociale et de l'économie

Le Canada possède depuis longtemps un secteur à but non lucratif dynamique qui offre des services importants en vue d'aider à combler les besoins de ses citoyens. Les organismes de bienfaisance et sans but lucratif s'efforcent de faire de nos collectivités un meilleur endroit pour y vivre en offrant des recherches de qualité, des conseils en matière de politiques et des services de première ligne, y compris dans les domaines des soins de santé, du logement, de l'éducation, de l'environnement et de l'économie.

Ce qui est moins bien connu, c'est le fait que le secteur à but non lucratif emploie aussi une fraction importante de la population active au Canada – en fait, il emploie 11 fois plus de gens que l'effectif total de l'industrie automobile et quatre fois plus que celui du secteur agricole – et qu'il contribue tout autant au produit intérieur brut (PIB) que le font d'autres grands secteurs de l'économie. En d'autres termes, notre pays tire un double avantage des organismes à but non lucratif grâce à leur apport tant économique que social dont nous profitons tous.

Lorsque les conditions économiques sont chaotiques et que les ressources se font rares, comme c'est le cas à l'heure actuelle, le secteur à but non lucratif joue un rôle encore plus crucial. Il en résulte une demande accrue pour les services offerts sur une base quotidienne aux Canadiens, au moment même où ce qu'on appelle le « tiers secteur » fait souvent face à une baisse de ses moyens de financement, que ce soit en provenance des dons de bienfaisance, des subventions et des projets gouvernementaux ou des sommes versées par les fondations. Pourtant, plus que jamais, on fait appel au secteur à but non lucratif en vue d'aider à s'attaquer à des problèmes sociaux de plus en plus complexes, difficiles à résoudre et interdépendants, comme les changements climatiques, la viabilité écologique, la pauvreté et la mondialisation, et à proposer des solutions novatrices. Il se montre d'ailleurs à la hauteur de la situation.

Les Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques (RCRPP) ont publié récemment un rapport sur cette question, *Social Innovation in Canada: An Update*, qui met en relief l'urgence que comportent les défis sociaux qui se dressent devant nous et la nécessité de recourir à des solutions nouvelles et novatrices pour les relever. Le rapport souligne que le secteur à but non lucratif est particulièrement souple, créateur et ouvert à la collaboration, et qu'il peut surmonter des obstacles sectoriels, juridictionnels et interdisciplinaires pour employer des stratégies efficaces qui rendent possibles des changements transformationnels.

On a défini l'innovation sociale de bien des façons, mais elle englobe des notions, des stratégies, des concepts et des solutions qui visent à s'attaquer à des problèmes sociaux épineux et à promouvoir le bien public. L'innovation sociale fait souvent appel à une approche horizontale et non compartimentée avec des partenariats qui transcendent les frontières traditionnelles entre les secteurs public, privé et sans but lucratif. L'innovation sociale ne se

limite pas au tiers secteur; à l'échelle mondiale, les entreprises et les gouvernements ont récemment pris conscience de sa valeur, et l'on reconnaît de plus en plus les liens étroits qui existent entre des populations en santé, une planète en santé et une économie en santé.

Les analyses traditionnelles de l'innovation mettent souvent l'accent uniquement sur la science et les technologies nouvelles. Même s'il s'agit d'un aspect important, l'« innovation sociale » est un terme plus englobant, qui comprend de nouvelles façons de travailler ensemble, de nouvelles formes de réseautage, de nouveaux modes d'organisation, de nouveaux moyens de mettre en valeur le potentiel et de bâtir l'infrastructure, et même de nouvelles façons de financer des initiatives sociales.

Malheureusement, le Canada tire de l'arrière par rapport à d'autres pays dans la mise en place des mesures de soutien nécessaires pour promouvoir l'innovation sociale. L'administration Obama aux États-Unis a mis sur pied le « White House Office of Social Innovation », tandis que le Royaume-Uni s'est doté d'un « Cabinet Office of the Third Sector ». D'autres gouvernements dans le monde, notamment en Scandinavie, en Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande, ont aussi reconnu l'important apport de l'innovation sociale aux politiques publiques et au-delà de celles-ci, et ils ont pris des mesures pour mettre en place des systèmes et des mesures de soutien en vue de faciliter et de promouvoir des stratégies novatrices pour faire face aux défis sociaux. En comparaison, le Canada ne dispose d'aucun bureau ou mécanisme pour soutenir ou même mesurer l'impact de l'innovation sociale dans notre pays. Il n'y a pas non plus de plan de financement ou de stratégie nationale en place pour stimuler et maximiser les avantages de l'innovation sociale. En fait, notre étude laisse entendre qu'il se peut fort bien que les mécanismes actuels de financement gouvernemental au Canada entravent l'innovation sociale.

Notre rapport invite les gouvernements au pays à travailler ensemble et à mettre au point une stratégie visant tous les secteurs – public, privé, sans but lucratif et universitaire – en vue de promouvoir l'innovation sociale. Notre rapport recommande aussi qu'une rencontre nationale soit organisée pour mettre en présence des leaders, des spécialistes, des intervenants, des chercheurs et d'autres personnes intéressées afin de mettre en commun des pratiques efficaces et d'identifier et d'analyser des enjeux, des stratégies et des modèles susceptibles d'être viables, qu'on pourrait mettre en place au pays afin de faire progresser davantage l'innovation sociale.

Des organismes à but non lucratif, de concert avec des entrepreneurs sociaux, des entreprises sociales et des organismes de l'économie sociale, constituent déjà une source majeure d'innovation sociale au Canada et l'on compte de plus en plus sur eux pour combler les lacunes attribuables aux transferts récents de responsabilités initiés par les gouvernements. Par ailleurs, le secteur à but non lucratif est devenu mieux renseigné concernant les pratiques commerciales permettant de promouvoir davantage la poursuite d'objectifs sociaux.

Notre tiers secteur dynamique a déjà fait ses preuves, en étant résilient et réceptif sur le plan des services qu'il offre aux Canadiens – mais il a besoin d'aide. Les gouvernements au pays peuvent collaborer avec le secteur à but non lucratif pour promouvoir l'innovation sociale au Canada en offrant à ces organismes déjà souples des stratégies et des modèles nouveaux en matière de financement public, de partenariats et de mesures de soutien avant qu'il ne soit trop tard. L'innovation sociale va plus loin que le simple fait de « bien se sentir » – elle offre des avantages

économiques et sociaux durables, qui exercent une influence sur chacun d'entre nous. Nos organismes à but non lucratif ont fait leur part : c'est maintenant au tour des gouvernements d'en faire autant.

Pour en apprendre davantage, lisez : [*Social Innovation in Canada: An Update*](#), de Mark Goldenberg, Wathira Kamoji, Larry Orton et Michael Williamson.